

## ÉDUCATION

Brouillard  
entre les cultures

Page B 6



## IDÉES

Lettre intime  
aux toxicomanes

Page B 5

## LE DEVOIR



## PERSPECTIVES

Bush et Hussein

Et si  
la guerre  
n'avait pas  
lieu?L'échéance  
électorale jouera  
dans les décisions  
à venir

George W. Bush continue, en parallèle à ses grandes manœuvres diplomatiques, à préparer la guerre contre l'Irak avec l'énergie d'un président qui doit l'essentiel de sa popularité à la peur collective. La possibilité point pourtant que le président rengaine sa guerre, du moins momentanément.

GUY TAILLEFER  
LE DEVOIR

Et si la guerre n'avait pas lieu? Hypothèse difficile à envisager, tant les bruits de bottes sont dominants, mais que soulevait récemment le politologue québécois Louis Balthazar en évoquant la préoccupation fondamentale de tout président pendant son premier mandat: sa réélection.

Facteur incontournable: «Le président ne peut pas ne pas réfléchir en fonction de l'échéance de 2004: ou c'est une guerre courte, et M. Bush risque d'annuler l'avantage électoral qu'il s'est donné depuis un an et de se faire renvoyer à des enjeux économiques de politique intérieure, ou la guerre est longue, et les Américains, qui n'aiment pas les guerres

longues, le lui font payer à la prochaine présidentielle», affirmait M. Balthazar au cours d'une table ronde organisée par le Centre d'études internationales et mondialisation (CEIM) de l'UQAM.

Ainsi la Maison-Blanche, tout en continuant à brandir sur le plan rhétorique la menace d'une action militaire unilatérale, donne-t-elle en effet l'impression de se rajuster tactiquement dans la foulée de la double victoire républicaine aux législatives du 5 novembre dernier au Congrès. Là où, il y a deux mois, M. Bush tenait mordicus à un «changement de régime» à Bagdad, son entourage laisse maintenant entendre que le désarmement vérifiable de l'Irak pourrait le satisfaire.

Un nouveau scénario se dessine par-dessus celui d'une guerre que certains attendaient pour le début 2002: un scénario où M. Bush perpétuerait pendant 2003 une menace qui lui a été très profitable à ce jour en matière de popularité auprès de la sacro-sainte opinion publique américaine.

VOIR PAGE B 2: GUERRE



Des milliers d'Américains ont défilé à Washington et dans d'autres grandes villes pour manifester leur désaccord avec la politique guerrière.



Les protecteurs de la vallée de la Jacques-Cartier attendent avec impatience la Politique de l'eau.

SOURCE TOURISME QUÉBEC

Le projet de Politique nationale de l'eau

L'eau: un projet impressionnant,  
mais timide sur certains aspectsLa voie tracée par la commission Beauchamp semble avoir été suivie,  
mais la gestion écosystémique n'est pas assurée

Le projet de Politique nationale de l'eau, dévoilé cette semaine par *Le Devoir*, laisse entrevoir une réforme impressionnante par la globalité de son approche. Mais qui surprend par le flou de certaines propositions et sa timidité sur certaines questions cruciales, comme les pouvoirs des organismes de bassins versants, l'absence d'intégration des responsabilités législatives actuelles sur l'eau et l'absence d'objectifs clairs, chiffrés et datés en ce qui a trait au respect et à la restauration des rives, des berges, du littoral et des plaines inondables.

LOUIS-GILLES FRANÇEUR  
LE DEVOIR

La commission Beauchamp sur l'eau avait proposé au Québec un énorme canevas de réforme dans son rapport de mai 2000. Mais dans plusieurs domaines, la commission s'était contentée de montrer la direction sans définir les grandes lignes, voire les moyens susceptibles de baliser ses recommandations, comme définir la nature et l'importance des pouvoirs dont devraient être dotés les futurs organismes de bassin, dont elle recommandait la création. Ses propositions laissaient donc au gouvernement une importante marge de manœuvre. Trop, disent certains.

Gérer un bassin versant, c'est prendre en charge globalement toutes les facettes d'un milieu biophysique, social et économique, qui sont susceptibles d'influencer le sort d'un cours d'eau et des espèces vivantes qui en dépendent, de son embouchure jusqu'au plus humble ruisseau ou fossé qui l'alimente, sans oublier les nappes souterraines qui en sont les véritables réservoirs avec les lacs.

Certes, le projet de politique publié par *Le Devoir* cette semaine a pu changer depuis le 5 septembre, date de la version obtenue. Mais ce projet attendu depuis un an et demi traduit un état de la réflexion gouvernementale non négligeable après 18 mois de tractations.

A première vue, le projet reprend de façon rigoureuse l'essentiel des recommandations de la commission Beauchamp. Les nombreux programmes, règlements et lois adoptés depuis mai 2000 ainsi que les propositions du projet de politique nationale traduisent l'importance accordée par Québec à ce rapport.

Ainsi, Québec a procédé à un relèvement majeur des normes sur la présence de bactéries, de virus et de contami-

nants dans l'eau potable. Le gouvernement Landry a procédé l'été dernier à une refonte des normes sur la gestion des fumiers, passant d'une norme azote à une norme phosphore, beaucoup plus exigeante. La commission Beauchamp allait plus loin et réclamait de «revoir de fond en comble» la manière de produire en agriculture, un défi auquel s'attaque la nouvelle commission du BAPE sur la production porcine. Et le projet de politique fait sien la recommandation d'«opérationnaliser» une politique d'écoconditionnalité en agriculture.

Eaux souterraines définies comme «bien commun», système de redevances ajustées à la consommation d'eau ou aux rejets polluants, interdiction des exportations massives d'eau (déjà interdites par loi), opposition à la privatisation des services municipaux d'eau et rénovation des infrastructures urbaines dédiées à l'eau: toutes ces recommandations du rapport Beauchamp et d'autres se retrouvent effectivement dans le Projet de politique de l'eau.

## Un pas attendu

En axant la gestion du système hydrique québécois sur la réalité des bassins versants, le ministre de l'Environnement, André Boisclair, fera franchir au Québec un pas important et attendu depuis trop longtemps. En effet, dès 1972, la commission Legendre sur les eaux disait qu'il fallait impérativement mettre fin à l'hétérogénéité des politiques municipales dans un même bassin versant (distances séparatrices, protection des berges, etc.) et aux politiques sectorielles du gouvernement provincial, qui accordait jusque-là le contrôle de la res-

source aux utilisateurs et à leurs ministères à vocation économique.

La gestion par bassin, qu'on propose de généraliser au Québec — ce qui constituerait une première en Amérique du Nord dans un même territoire —, se donne pour objectif de créer une vision commune «intégrée» d'un système hydrique, formé de rivières, de ruisseaux, de lacs, de milieux humides, de rives, de terres, de forêts et de nappes souterraines. Elle incite ou oblige, selon les formules, chaque acteur ou institution à tenir compte des répercussions de ses actes sur la ressource elle-même d'abord, sur les espèces qui en dépendent et sur les autres usages en troisième lieu. C'est ce qui explique que Québec ait enlevé à l'époque la responsabilité de l'eau à un ministère à vocation économique comme celui des Ressources naturelles, pour qui l'eau se résuait à un complexe de forces motrices et à des égouts gratuits pour les Affaires municipales, pour confier plutôt cette ressource à un ministère dédié uniquement et prioritairement à sa conservation, le tout jeune ministère de l'Environnement, qui allait être créé en 1978, six ans après le rapport! La future tête de Turc des ministères économiques...

Mais il y a différents types de gestion par bassin.

## Modèles à éviter

Le vieux modèle consiste à placer tous les usagers (agricoles, industriels, récréatifs, etc.) à une même table avec les nombreuses institutions publiques (municipalités et MRC) et gouvernementales (ministères et sociétés d'Etat) pour qu'ils adoptent une vision commune, dite «intégrée». Aux États-Unis, avec la Tennessee Valley Authority (TVA), ou en France, avec les nombreuses agences régionales opérationnelles depuis plus de 25 ans, cette gestion a fait des heureux: surtout les agents économiques, qui se sont empressés de se coaliser, quitte à devoir négocier parfois durement, pour ultimement neutraliser les nouveaux gestionnaires de l'Environnement, apparus en cours de route avec la création de ces mi-

nistères, et dont la logique contrecarrait la plupart des pratiques jusque-là admises. La «gestion intégrée» ordinaire avait créé des clubs de dévastateurs et de pollueurs.

Le coup de barre est venu, en Europe comme en Amérique, des citoyens mécontents de voir leurs cours d'eau perdre chaque jour davantage leur pureté, leur couleur et leurs espèces vivantes. Les formules ont varié d'un pays et d'une région à l'autre. Mais les systèmes de gestion intégrée par bassin qui ont été réformés l'ont été vraiment lorsqu'on a défini et écrit dans la loi que ces administrations devaient avoir pour mandat prioritaire de préserver non seulement la qualité de l'eau, mais aussi le système hydrique et les écosystèmes vivants dont il constitue le support obligé.

Cette obligation prioritaire balise clairement le développement économique, qui laisse toujours des traces dans l'environnement mais qui, dans cette logique écosystémique, doit vivre avec un indicateur absolu: la qualité et l'état d'abondance des espèces vivantes qui en dépendent, faune et flore. On parle alors de gestion intégrée «écosystémique», c'est-à-dire dont la finalité première est axée sur la préservation des maillons de la vie. On peut alors développer, mais tant qu'on ne compromet pas la capacité d'autoreproduction des espèces et des écosystèmes, selon le critère énoncé par nulle autre que la commission Brundtland lorsqu'elle a défini le concept de développement durable.

## L'écosystème

Le projet de politique obtenu par *Le Devoir* n'est pas clair sous cet angle. Ses concepteurs, surtout les citoyens impliqués, qui proviennent des organismes de bassins créés par ces bénévoles depuis 15 ans, ont toujours vu leur action se prolonger dans une politique gouvernementale axée prioritairement sur une gestion écosystémique. Ils espèrent que les textes auront été clarifiés d'ici l'approbation et la divulgation de la Politique nationale de l'eau. Sinon, il faudrait la classer dans la catégorie des premiers modèles de gestion intégrée, qui se sont même avérés dangereux pour l'environnement dans certains cas.

S'il est à peu près certain que Québec accordera une place importante

VOIR PAGE B 2: EAU

## • PERSPECTIVES •

Deux campagnes électorales pour le prix d'une

# L'autre « partielle »

Les élections fédérales dans deux comtés du Québec sont le prétexte idéal pour courtiser Paul Martin



Jean Dion

## Parlementons

Peut-être est-ce attribuable à un sursaut de nostalgie de l'époque où l'auteur de ces lignes, dépêché à Ottawa, avait entre autres missions délicates de recueillir les propos de Jean Chrétien et de les rendre par écrit en français courant, mais il semble être beaucoup question de parlements par les temps qui marchent la tête haute et la mise en plus altière.

Selon d'excellentes sources que je conserve dans le monde de l'étymologie, le mot «parlement» possède d'une racine double, puisant au bas latin *partus*, «parler», et au haut grec *mentos*, «petites menthes en tube», devenu plus tard, par métonymie avec l'illusion donnée de la bouche à l'haleine fraîche émanant nécessairement des paroles sensées, «mentir». Or parler et mentir, avouons que ça dit ce que ça a à dire, même si au parlement tel que nous le connaissons, il est permis de traiter quelqu'un d'incompétent mais pas de menteur: bref, vous êtes autorisé à dénoncer le crétin, à la condition de préciser que ce n'est pas volontairement qu'il l'est.

Mais non, c'est une blague: y a pas de mentir là-dedans. Tout est vrai, je crois avoir assez discoursé sur le sujet. Mon *Dictionnaire historique de la langue française* chéri précise toutefois que «parlement» aurait la même origine que «palabre», ce qui éclaire la réalité d'une autre ampoule, comme disait Georg Ohm.

Enfin, toujours est-il que le parlement, à la fois comme concept et comme institution, a connu dix grosses journées. En début de semaine, c'est bien pendant 48 heures qu'on nous a tenus en haleine, et je ne crois pas qu'elle était parfumée aux Mentos, avec ce «débat au Parlement irakien» sur la résolution 1441 du Conseil de sécurité des Nations unies. D'heure en heure aux bulletins d'information, attention, messieurs dames, ça s'en vient d'une minute à l'autre, c'est pour bientôt, restez à l'écoute, le débat au Parlement irakien.

Sacré suspense, si vous voulez mon avis. Hitchcock bourré d'amphétamines soi-même en personne n'aurait pu ficeler développement plus assis-sur-le-bout-de-votre-siège-vous-rogeant-les-ongles-la-pompe-à-200-à-la-minute. Imaginez: une centaine de représentants démocratiquement élus au scrutin uninominal à aucun tour tempéré par une proportionnelle virtuelle se réunissant dans une salle où trône un portrait grand comme ça de l'ami Saddam H., récemment confirmé dans ses fonctions par 100 % des voix de 100 % de l'électorat et ayant fait éliminer 53 membres de sa parenté. Vous, c'est votre affaire, mais moi, j'appelle cela un débat d'idées.

Le vote a été unanime, dites-vous? Ah bon. Le hic étant évidemment que Saddam H. a par la suite décidé de ne pas tenir compte de cette décision mûrement réfléchie et, maudit peureux, a accepté de se soumettre aux exigences de l'ONU et de prévoir quelques couverts de plus pour les inspecteurs à son party du jour de l'An. Voilà d'ailleurs une preuve supplémentaire de ce que le chef de l'exécutif a trop de pouvoir dans les institutions d'inspiration britannique et que le seul système qui a de l'allure et fonctionne parfaitement, c'est celui des États.

Pendant ce temps, notre Parlement à nous, lui, ne chômait pas non plus, à tel point qu'il s'est donné cette semaine un poète officiel. Il s'appelle George Bowring, et si, malheureusement, j'ai coulé mon cours de poésie anglo-canadienne au cégep et n'ai donc lu de lui que ses trucs en prose, mes sources dans le monde de la strophe m'assurent que seules les mauvaises langues prétendent que son nom se prononce *borring* et que l'homme serait un irrévérencieux. Si je comprends bien, un peu comme un député libéral qui défie son chef (qui avait juste à ne pas dire quand il s'en irait) sur la question extrêmement importante de savoir si les présidents de comité devraient être élus par scrutin secret ou en allant régler ça dans la ruelle.

Bowering a été nommé pour deux ans pendant lesquels j'ose espérer qu'il parviendra à faire rimer *Saskatchewan* avec *idoine*, après quoi un poète francophone lui succédera. J'ai d'ailleurs déjà amorcé ma cabale en faveur de Lynda Lemay, dont je ne doute pas un instant qu'elle réussira à accorder *Ile-du-Prince-Édouard* et *abreuvoir*. Ou *Nouvelle-Écosse* et *voyage de noces*.

Mais une chose est certaine, la nomination d'un poète national ne peut que nous être d'un grand secours au moment où l'ami O. b. Laden se met en frais de placer le Canada sur sa liste noire, son Axe du Mal à lui (car ne sachant pas qu'il incarne le Mal lui-même, il confond le Bien avec le Mal et se retrouve tout mélangé, un phénomène normal quand on vit dans une grotte et qu'on ne capte pas CNN). Même Oussama ne peut pas être insensible à la poésie, lui qui fait dans la métaphore baudelaireenne en appelant George W. Bush «le pharaon» alors qu'il pourrait faire comme nous et dire simplement «le ti-coune».

Nous devrions aussi parlementer avec lui — il trouverait certainement sympathique que nous nous inspirions de sa méthode et envoyions un DVD confectionné par Patrimoine canadien à al-Jazira — pour le convaincre de ne pas nous attaquer. Ce ne sont pas les arguments qui manquent: d'abord, lui qui est jaloux de l'Occident devrait savoir que le Canada n'est même plus le meilleur pays du monde pour y vivre. C'est la Norvège, Oussama, la Norvège. Et puis, Oussama, si tu attaques le Canada, Denis Coderre va se fâcher, les contrôles vont se resserrer et tu ne pourras plus faire passer tes terroristes par ici pour les envoyer aux États.

À part ça, nous ne sommes pas si amis que ça avec les États. En Afghanistan, les soldats américains tiennent sur les nôtres. En Irak, ils ne pourraient pas le faire parce que, selon ce qu'ils ont dit dans notre parlement cette semaine, nous n'aurions même pas les moyens d'envoyer des troupes. Et il y a le bois d'œuvre. Le bois d'œuvre, Ous, puis-je t'appeler Ous, c'est bien pire comme pomme de discorde que tout ce que tu pourras jamais inclure dans ton djihad.

Et si tout ça ne te convainc pas, je vais t'en confier une autre: le Canada, nous ne savons même pas où c'est. Nous sommes une nation, c'est M. Landry qui le dit, fière et libre et que fait chier le fédéral et qui va filer à la première occasion. Ou la deuxième. Ou la troisième.

Dès que les conditions gagnantes auront été réunies. Et je me demande si tu n'en es pas une.

jdion@ledevoir.com

On le considère déjà comme le prochain premier ministre du Canada. Alors, lorsque Paul Martin prend la peine de se déplacer au Québec pour soutenir les candidats libéraux aux élections partielles, le milieu se déplace pour l'entendre... et se faire entendre.

HÉLÈNE BUZZETTI  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

La campagne électorale en vue des deux élections partielles fédérales qui se tiendront au Québec dans trois semaines est en train de se transformer en une campagne de lobbying auprès de Paul Martin, qu'on voit déjà comme le futur premier ministre.

M. Martin est déjà allé faire un tour cette semaine dans les deux circonscriptions (Berthier-Montcalm et Saguenay-Lac-Saint-Jean) pour écouter les intervenants socioéconomiques lui parler de leurs besoins. S'il jouit d'une gigantesque avance, les autres aspirants successeurs à Jean Chrétien ne s'avouent pas vaincus pour autant: le ministre de l'Industrie, Allan Rock, est aussi allé à Saguenay, et d'autres candidats songent à profiter de la même vitrine.

«Si les candidats au leadership veulent tâter le pouls du Québec, faire du porte-à-porte, évidemment, dans le contexte, c'est avantagé de la faire», explique Louis Sylvestre, président de l'association libérale de Berthier-Montcalm, en entrevue.

M. Sylvestre se fait un devoir de rappeler qu'il a été l'un des premiers organisateurs libéraux à demander le départ de M. Chrétien, en mars 2000. Il ne cache pas son parti pris pour l'ex-ministre des Finances. C'est dans cet esprit qu'il entrevoit l'actuelle campagne électorale: le moment de faire valoir les intérêts de la région et de se gagner l'oreille du futur premier ministre.

«Ça risque d'être un nouveau premier ministre. Ça ne sera plus Jean Chrétien. Donc, plus d'ouverture au Québec, plus à l'écoute des attentes des Québécois. Ça nous donne une chance. Le ciel se dégage de part et d'autre», dit M. Sylvestre.

Dans Saguenay-Lac-Saint-Jean, le président de l'association libérale est encore plus direct. «Pour nous, le remplacement de M. Chrétien, c'est réglé, lance Claude Lemieux. Paul Martin, c'est le futur premier ministre!» C'est ainsi qu'il l'a présenté lors de son passage dans la région, mardi, et c'est pour cela qu'une rencontre avec les maires et les dirigeants économiques de la région a été organisée. «Le milieu souhaitait rencontrer un décideur pour le sensibiliser aux problèmes qu'on vit», continue M. Lemieux. Et si Allan Rock est aussi allé faire un tour, on indique qu'il n'est pas dans la course. «Il est bien gentil, mais on pense qu'il n'est pas prêt. À la chefferie, on ne peut pas appuyer deux personnes.»

Au bureau de John Manley, on indique que la décision de participer à la campagne n'a pas encore été prise. On garde toutes les portes ouvertes. «Je ne sais pas

si M. Manley s'y rendra, dit Jeff Brownlee. Il est très occupé avec les consultations prébudgétaires. Mais ça ne veut pas dire qu'il ne s'y rendra pas.»

### Une campagne double

Les élections partielles du Québec sont les premières à se tenir depuis que Jean Chrétien a officiellement permis aux aspirants au trône libéral de faire campagne. Au bureau de M. Chrétien, on répète qu'on ne voit rien de mal à cet intérêt des candidats. «Ils peuvent y aller. S'ils pensent que leur visibilité peut s'en accroître, tant mieux pour eux, mais cela doit être fait d'abord et avant tout pour la circonscription», indique le porte-parole Jim Munson.

On tient le même discours du côté de Martin Cauchon, le lieutenant politique du PLC au Québec. «C'est une affaire de parti, de tous les élus, dit sa chef de cabinet pour le Québec, Luce Asselin. Martin Cauchon a lui-même invité ses collègues à venir faire un tour.»

Même du côté de l'équipe Martin, on jure que sa visite n'a pas été pensée en fonction de la course au leadership. Reste que le passage de M. Martin ne s'est pas limité à donner un coup de pouce aux candidats locaux.

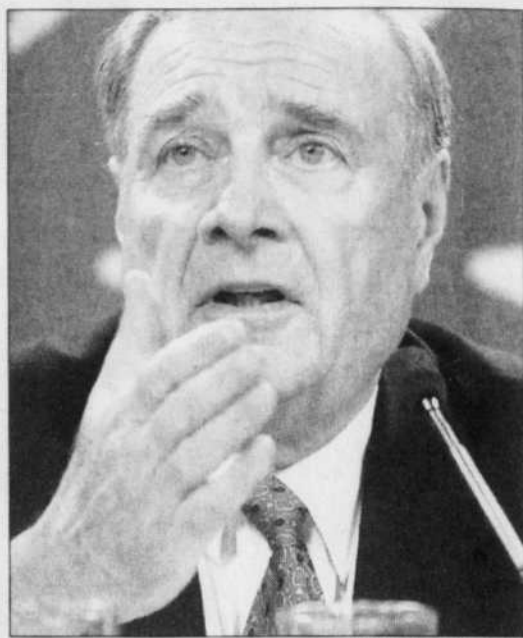
Au Saguenay, après son passage devant public, Paul Martin s'est assis pendant une heure et demie avec les intervenants du milieu. «L'exercice était vraiment une volonté de sa part d'aller prendre le pouls du milieu. Ça n'a pas été un exercice de propagande de sa part», dit Claude Cardinal, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Lac-Saint-Jean-Est. M. Cardinal, qui, de par son poste, n'affiche pas ses couleurs politiques, était présent à la rencontre. «C'était clairement la demande de quelqu'un qui chemine vers le leadership de son parti.»

Le slogan libéral, dans la circonscription, est «Un comté gagnant», dit Claude Lemieux, qui déplore que le député bloquiste en poste depuis 1993 se soit limité à faire de la «masturbation intellectuelle». S'il ne conteste pas la légitimité des élans nationalistes des électeurs, M. Lemieux fera valoir, pendant la campagne, que l'arène fédérale n'est pas le bon forum pour les exprimer. Il est temps, pense-t-il, d'aller chercher une part de l'argent fédéral pour la région.

Le Bloc québécois détient Saguenay-Lac-Saint-Jean depuis 1993, l'ayant remporté avec une majorité de 14 000 voix en 2000. M. Lemieux dit qu'il reste encore de l'espoir: les derniers sondages auraient placé le bloquiste Sébastien Gagnon et le libéral Gilbert Tremblay à égalité.

Mais dans les officines libérales, on reconnaît que les chances de remporter une victoire sont plus grandes — et très réalistes — dans la circonscription de Berthier-Montcalm.

La circonscription fédérale recoupe au moins deux circonscriptions provinciales, Berthier et Joliette. Toutes deux détenues par des ministres péquistes démissionnaires, Gilles Baril et Guy Chevrette, elles ont été ravies par l'Action démocratique du Québec lors des élections partielles de juin dernier. C'est David Le-



ARCHIVES LE DEVOIR

Paul Martin est très présent dans la campagne électorale dans deux comtés québécois.

vine et Michel Bellehumeur (le député bloquiste qui tentait sa chance sur la scène provinciale) qui ont perdu leur pari.

Bref, si Berthier-Montcalm était détenue par un bloquiste, les libéraux pensent qu'ils ont maintenant de bonnes chances, compte tenu du désir de changement des électeurs. Et le passage de Paul Martin pourrait faire tourner le vent.

«La vague de fond est sympathique», estime Louis Sylvestre. Plusieurs facteurs jouent en sa faveur, plaide-t-il. Il rappelle que les départs de MM. Baril et Chevrette, de même que la «déconfiture» du Parti québécois, qui occupe le troisième ministre provincial de la région, François Legault, l'aident. «Quand j'ai trois bureaux de ministre qui ne s'occupent plus d'élections fédérales, ça aide beaucoup.»

Il semble de plus que l'ADQ, qui a remplacé le PQ dans Berthier, ne prètera main-forte à aucun candidat fédéral. Le choix naturel de la députée adéquate Marie Grégoire aurait été l'allianciste Réal Naud, qu'elle connaît. Ex-maire de Saint-Gabriel-de-Brandon, M. Naud est persévérant: il s'est présenté aux élections de 1993 et 1997 sous la bannière conservatrice, puis, en 2000, sous les couleurs de l'Alliance canadienne. Toujours sans succès. Il tente à nouveau sa chance avec le parti de Stephen Harper.

«J'ai adopté une politique de non-ingérence, non-indifférence», dit Marie Grégoire. Les militants peuvent faire ce qu'ils veulent, mais l'exécutif du comté ne s'en mêlera pas. On fait de la politique provinciale, pas fédérale.»



AGENCE FRANCE-PRESSE

La présence militaire américaine dans le Golfe ne cesse de croître.

## GUERRE

SUITE DE LA PAGE B 2

Gagner du temps, pour ainsi dire, comme le fait, du reste, Saddam Hussein. D'autant plus que le président américain peut espérer que, concurrentement, l'économie finira par redémarrer.

L'échéancier fixé par le Conseil de sécurité des Nations unies aux inspecteurs de la Commission de vérification, de contrôle et d'inspection de l'ONU (COCOVINU) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) accrédite cette thèse du suspense à rallonge. Les inspecteurs, dont certains doivent dès lundi partir en éclaireurs pour Bagdad, ont en théorie jusqu'au 23 février 2003 pour déposer au Conseil de sécurité leur plan de désarmement, après quoi il leur faudra au bas mot, a indiqué le chef de la COCOVINU, Hans Blix, un an pour l'appliquer, ce qui repousse théoriquement l'échéance d'une guerre éventuelle au début 2004.

En Irak, cela suppose évidemment que son dictateur, qui a accepté la nouvelle résolution de l'ONU, réduira au minimum ses louvoisements face au travail des inspecteurs, y compris à l'horizon de la première échéance du 8 décembre, fixée par le Conseil de sécurité. Jocelyn Coulon, directeur du campus montréalais du Centre Pearson pour le maintien de la paix, s'attend à ce que le processus d'inspection franchisse assez facilement cette étape qui oblige Bagdad à présenter, d'une part, une liste de ses programmes d'armes chimiques, biologiques et nucléaires, et, d'autre part, celle de sa production de produits chimiques et biologiques à des fins civiles.

### Manifestations

La persistante menace de guerres américaines s'inscrit par ailleurs dans un contexte où, depuis deux mois, se sont multipliées les manifestations populaires contre la solution militaire. Fin octobre, à Washington, s'est tenue une manifestation antiguerre à laquelle ont participé plus de 100 000 personnes, selon ses organisateurs — il s'agissait du plus important rassemblement pacifiste à survenir à Washington depuis la fin de la guerre du Vietnam, il y a 30 ans. Fin septembre, à Londres, une autre manifestation a réuni entre 150 000 et 300 000 personnes. A Florence, samedi dernier, 500 000 manifestants ont marché contre la guerre.

Marco Sassoli, professeur au département de sciences juridiques de l'UQAM, a tendance à penser lui aussi que la guerre n'aura finalement pas lieu, du moins pas une guerre terrestre, malgré les renseignements qui font état à Washington de préparatifs prévoyant le déploiement de 150 000 soldats au sol. Des fuites orchestrées par le Pentagone dans le *New York Times* et le *Washington Post* indiquent que si guerre il y a, la stratégie américaine consisterait à occuper militairement le nord, le sud et l'ouest de l'Irak de manière à encercler Bagdad et à limiter autant que possible l'attaque de la capitale à une guerre aérienne et «technologique». A propos des fuites qui font partie d'une «campagne psychologique» contre Saddam, affirmait cette semaine à la BBC le major britannique à la retraite Charles Heyman, éditeur de *Jane's World Armies*, «Saddam entend des choses qu'il ne veut pas entendre, et il commence à vaciller».

Michel Fortmann, politologue à l'Université de Montréal, croit que le retour des inspecteurs en Irak constituera une puissante solution de recharge à la guerre. Il rappellerait à l'occasion de la table ronde du CEIM que l'ancien régime d'inspection de l'UNSCOM, interrompu en 1998, avait permis de détruire de 90 à 95 % des programmes d'armement irakiens malgré le jeu du chat et de la souris que jouait Bagdad avec les inspecteurs. L'Irak ne constitue pas une menace militaire immédiate, selon ce spécialiste, quoique le régime ait pu depuis quatre ans tenter de reconstruire son arsenal. «Bagdad conserve son potentiel scientifique, et ses spécialistes sont toujours dans le pays», dit M. Fortmann.

Les 220 inspecteurs de l'ONU, eux, ont eu quatre ans pour se préparer à retourner en Irak. Ce qu'ils ont fait. Or la nouvelle résolution onusienne impose aux Irakiens des exigences plus grandes que sous l'ancien programme d'inspection. La résolution donne aux équipes des droits d'inspection sans restriction partout dans le pays, y compris dans le cas des huit «sites présidentiels» et d'autres lieux qui avaient été exemptés par le passé. Les inspecteurs pourront, pour la première fois, faire sortir de l'Irak des témoins et leur famille afin qu'ils puissent s'exprimer plus librement, sans crainte de représailles. Dans le contexte de cette politique inédite de portes ouvertes, on se demande si Saddam Hussein osera, cette fois-ci, se défilé.

## EAU

Il n'est pas sûr que les agences de bassins auront les pouvoirs nécessaires pour mener à bien leur mandat

SUITE DE LA PAGE B 1

aux bénévoles, écologistes et citoyens qui ont mis sur pied les premières formules de gestion par bassin au Québec, il est moins sûr que les pouvoirs conférés à ces organismes vont permettre de faire le travail anticipé, voire souhaité. De véritables agences de bassin, avec un pouvoir d'ordonnance pour conférer une valeur réglementaire aux propositions du milieu, auraient géré l'adaptation aux contextes locaux avec une obligation de résultat, absente par l'instant. Les plans directeurs que les organismes de bassin vont devoir élaborer seront pour leur part intégrés aux schémas d'aménagement des MRC, donc dans les règlements municipaux. C'est là une manière de leur conférer une portée juridique réelle, mais l'application demeurera entre les mains de ceux qui résistent souvent à ces réformes. La formule retenue a cependant le

mérite de respecter les pouvoirs des organismes régionaux en place.

Mais quand la commission Beauchamp a proposé une gestion par bassin avec tous les acteurs en cause, elle l'a assortie d'une autre, tout aussi centrale mais qui ne se retrouve pas dans le projet de politique obtenu par *Le Devoir*.

Le rapport Beauchamp recommandait de fondre toutes les lois qui actuellement accordent à différentes autorités régionales et provinciales des pouvoirs sur les eaux québécoises en une seule, placée sous l'autorité du ministre de l'Environnement et de l'Eau.

Plusieurs lois québécoises archaïques considèrent encore les eaux comme une force motrice, voire des égouts agricoles, dont on fait aux municipalités obligation de creusage même en 2002, une disposition médiévale du point de vue environnemental. Le poids des acteurs représentés au sein des organismes de bassin serait fort différent si ces pouvoirs vêtus leur étaient enlevés au profit d'une vision plus cohérente du développement durable.

Et on se surprend — ce que la version finale devrait sûrement corriger — que le projet de politique de septembre n'ait encore défini, après 18 mois de travail, aucun objectif de conformité à la Politique de protection des rives, berges, littoral et plaines inondables, inappliquée à peu près partout en milieu agricole à l'échelle du Québec même si la loi l'exige depuis 15 ans. Les organismes de bassin ne devraient pas avoir à se demander quand et dans quelle mesure on commencera chez eux à respecter ces règles. Ils devraient n'avoir qu'une question à se poser: comment atteindre un objectif de conformité totale d'ici, disons, 2010. Ça n'aurait pris que 25 ans dans un tel scénario pour appliquer cette règle environnementale fondamentale pour les cours d'eau...

De véritables  
agences  
de bassin  
auraient géré  
l'adaptation  
aux contextes  
locaux  
avec une  
obligation  
de résultat

## PERSPECTIVES

De Ptolémée à Newton et Poisson

## Des scientifiques moins rigoureux que leur discipline

La fraude, quoique marginale, est un phénomène en progression

PAULINE GRAVEL  
LE DEVOIR

De tout temps, les fraudes scientifiques ont existé et les annales de la science en sont truffées. Le phénomène semble toutefois s'amplifier depuis les années 1980. *Le Devoir* a enquêté sur les mobiles de ces escroqueries qui, morale de l'histoire, finissent toujours par être mises au jour.

Déjà au cours de l'Antiquité, Ptolémée, considéré comme le plus grand astronome de cette période de l'histoire, aurait calqué ses cartes du ciel sur celles de son prédécesseur, Hipparque de Rhodes. Newton aurait manipulé un coefficient de correction afin de rendre plus plausible encore sa théorie de la gravitation. Plusieurs scientifiques s'interrogent aussi sur les statistiques étonnamment parfaites que Mendell a tirées de ses expériences sur les pois ridés et lisses qui ont conduit aux lois de l'hérédité.

Plus récemment, en 1999, des physiciens du Lawrence Berkeley National Laboratory annonçaient en grande pompe avoir créé l'atome le plus lourd jamais observé, l'élément 118. Une prouesse qui fut atteinte, disait-on, dans un accélérateur de particules en projetant à grande vitesse de petits noyaux de krypton sur de gros noyaux de plomb. Un tel impact aurait provoqué momentanément la fusion des deux atomes et donné naissance au nouvel élément 118.

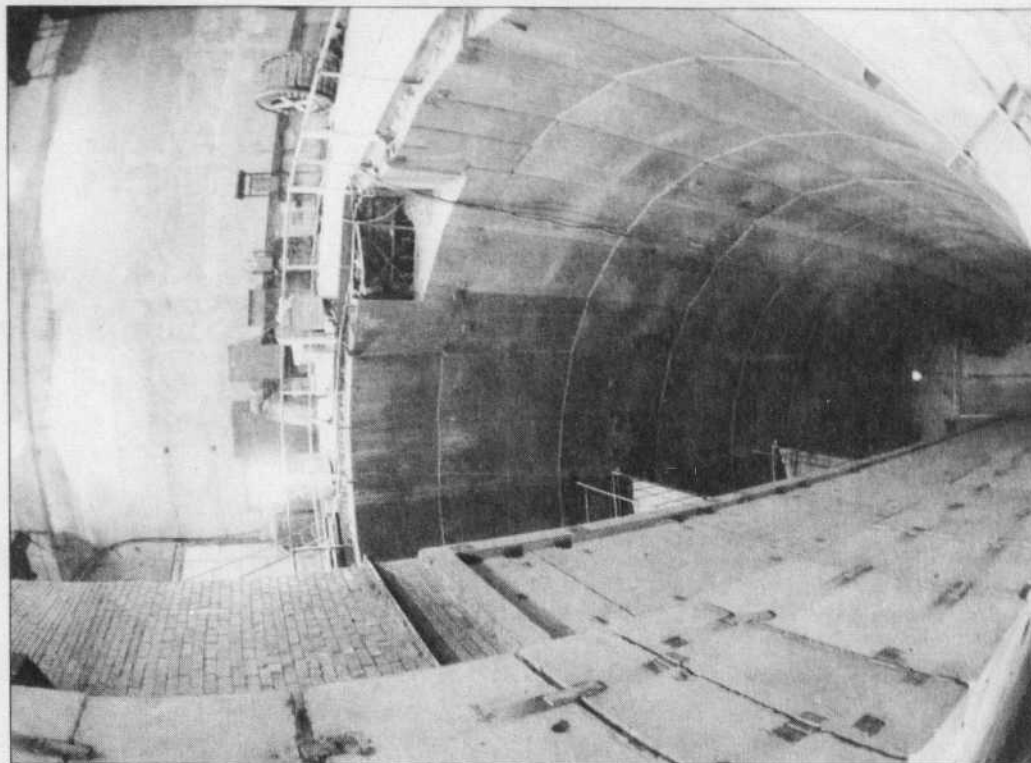
Mais avant qu'un nouvel élément puisse être inscrit dans le tableau périodique de Mendeleïev, son existence doit être confirmée par d'autres laboratoires. Cette épreuve fut fatale pour Victor Ninov, le scientifique chargé d'analyser les données obtenues dans l'accélérateur de particules: aucune autre équipe scientifique n'est parvenue à observer de nouveau la formation de l'élément 118.

Plus près de nous, le Dr Roger Poisson, de l'hôpital Saint-Luc, a été reconnu coupable en 1996 d'avoir falsifié des informations relatives à ses recherches sur le traitement du cancer du sein menées entre 1980 et 1991 grâce à un financement de l'Institut national du cancer américain. Le Dr Poisson avait modifié les dates de chirurgie de quelques patientes et prétendu que certaines d'entre elles étaient toujours vivantes alors qu'elles étaient décédées. Autant de manipulations qui visaient à accroître le nombre de participantes admissibles à son protocole de recherche dans le but d'obtenir plus de subventions de son bailleur de fonds. Ces manquements n'auraient pas entaché, semble-t-il, la conclusion des études du Dr Poisson qui tendaient à démontrer que la chirurgie partielle combinée à la radiothérapie donnait d'aussi bons résultats que l'ablation complète du sein dans certains cas de cancer.

## Biologie et médecine

Le nombre de fraudes scientifiques s'est accru au cours des vingt dernières années, et les sciences biologiques et médicales sont les disciplines dans lesquelles elles fleurissent le plus, affirment Yves Gingras, sociologue des sciences à l'UQAM, et Serge Larivée, professeur à l'École de psychoéducation de l'Université de Montréal.

Les sciences médicales remportent la palme avec 52 % des cas de fraude — impliquant la fabrication de données — dénoncées à travers le monde depuis les premiers balbutiements de la science, précise Serge Larivée. Les sciences dures ne comptent quant à elles que pour 26 % de ces tromperies «consistant à inventer de toutes pièces les résultats d'expériences non effectuées» et les sciences humaines et sociales, pour 22 %. En ce qui concerne la manipulation de données, une faute moindre mais néanmoins impardonnable, les sciences de la santé occupent encore une fois le haut du pavé avec 81 % des fraudes connues. Par contre, seule-



En 1969, des physiciens disaient avoir créé un nouvel atome en se servant d'un accélérateur de particules, ce qui s'est avéré faux. Sur la photo, une vue d'une partie de l'accélérateur de Protvino, près de Moscou.

ment 19 % des cas de concoctage de données ont été observés dans les sciences dures et 10 % en sciences humaines.

«Un indicateur de l'amplification du phénomène de la fraude en science est l'accroissement du nombre de rétractations dans les revues scientifiques», souligne Yves Gingras. Et l'augmentation des errata en raison de la pression à publier est un autre indice qui cache, sinon des fraudes, du moins des données douteuses. Des biologistes affirment que la moitié des articles scientifiques contiendraient des données douteuses.

## Féroce bataille

Pourquoi les sciences de la vie sont-elles les plus touchées? La compétition y est plus intense, le nombre de chercheurs qui s'y consacrent est gigantesque. La bataille est donc féroce pour décrocher le bout de gras qui n'a pas vraiment grossi avec les années. «Les ressources allouées à la recherche universitaire étaient énormes jusqu'à la crise du pétrole en 1973», indique Yves Gingras. Aujourd'hui, on a moins d'argent et beaucoup plus de chercheurs.

De plus, il n'est pas aussi simple de débusquer une fraude en biologie qu'en physique, poursuit le sociologue de l'UQAM, qui détient également un diplôme de physique. «Il est beaucoup plus facile de reproduire des données en physique qu'en biologie. La cellule vivante n'est pas stable. Deux souris ne sont pas totalement identiques, alors que deux électrons le sont.»

Conscientes de la qualité douteuse des données publiées dans les revues de biologie, les grandes compagnies pharmaceutiques et de biotechnologie embauchent des spécialistes afin qu'ils procèdent à une seconde évaluation par les pairs avant d'investir beaucoup d'argent dans une recherche, affirme Yves Gingras. «On reconnaît donc tacitement que l'évaluation par les pairs ne donne pas toujours de bons rendements à cause de la pression à publier», dit-il.

Mais quels sont les motifs qui poussent certains individus à transgresser l'éthique de la recherche scientifique, pourtant fondée sur l'intégrité? D'une part, la nécessité de publier le plus rapidement possible un grand nombre d'articles afin d'obtenir des crédits de recherche, une pro-

motion, ou tout simplement pour accroître sa crédibilité. «Publish or perish», comme on dit dans le milieu. «Les publications sont notre carte de visite pour demander des subventions», affirme Patrick Desjardins, chercheur en nanotechnologie à l'École polytechnique de Montréal.

## La qualité avant tout

«C'est davantage la qualité que le nombre de publications qui compte», nuance toutefois le chercheur. N'empêche, la compétition s'avère particulièrement rude pour les jeunes chercheurs qui tentent de se tailler une place dans ce monde compétitif. «Pour ceux qui démarrent, c'est très difficile. Ils se doivent d'être très originaux», souligne Alain Rochefort, jeune spécialiste des nanotechnologies à l'École polytechnique de Montréal. Le fait d'avoir déjà un financement joue beaucoup dans la balance. Plus on a de subventions, plus on en aura. «Je ne voudrais pas être un jeune chercheur parce que la pression est de plus en plus forte pour obtenir du financement», ajoute Serge Larivée.

«Le premier qui découvre est celui qui obtient la reconnaissance», indique Yves Gingras. Arriver deuxième ou dernier, c'est la même chose. Alors, pour être celui qui franchit le fil d'arrivée, «on publie avant d'avoir ressorti une nouvelle série de données qui aurait permis de confirmer ou d'infirmer les résultats». La notoriété, le «capital symbolique» pèse lourd dans la tête des chercheurs. Chose certaine, «chez les chercheurs, la crédibilité a plus de valeur que l'argent», commente-t-il.

Ces tricheurs de la science ne sont pas toujours de parfaits salauds, nuance Yves Gingras. Un scientifique qui est pincé pour avoir commis une fraude a souvent commencé sa carrière honnêtement. Il fait un premier pas en modifiant quelques résultats afin d'améliorer graphiquement une courbe. Puis, se fiant à son intuition qui ne l'a pas trompé jusqu'à maintenant, il pousse le bouchon un peu plus loin. Et ainsi s'accroissent les petites «inconduites» qui sont un jour dépeistées par les collègues de la communauté scientifique.

Les fraudes demeurent toutefois très rares en science, affirme plusieurs. «Elles concernent moins de 1 % de la littérature scientifique», précise Yves Gingras. «Les fraudeurs sont des cas exceptionnels qui ont souvent la conviction profonde d'avoir raison. Mais comme les résultats ne leur donnent pas raison, ils les magouillent un peu», commente Serge Larivée.



Michel David

## Comme par magie

Quand il a repris le pouvoir, en septembre 1994, le PQ s'était bien juré de ne jamais se laisser embarquer dans l'aventure des sommets régionaux. Et pour cause. Durant la campagne électorale, ses candidats avaient exploité à profusion les listes d'épicerie qui avaient été dressées par les régions à l'occasion de la série de rencontres organisées par le gouvernement Bourassa.

Malheureusement, on ne fait pas toujours ce qu'on veut. Le gouvernement Landry n'avait pas vraiment le choix de répondre favorablement aux souhaits émis par l'évêque de Rimouski et le maire de Baie-Comeau. Il s'est simplement assuré que l'exercice ne se transforme pas en un interminable chemin de croix, où chaque région aurait été une nouvelle station. Il ne devait y avoir qu'une seule rencontre, à Québec.

Le risque était d'autant plus grand que la marge financière dont il disposait était nulle. En février 2000, il en avait coté un milliard au gouvernement Bourassa pour sauver le Sommet de la jeunesse du désastre. Cette semaine, on travaillait sans filet.

Pour une fois, il faut reconnaître que Remy Trudel a fait du bon travail. Le «oui!» qu'il a laissé échapper à la clôture du Rendez-vous national des régions venait du fond du cœur. Le pauvre avait bien besoin de redorer son blason. Les participants ont beau être triés sur le volet et être a priori sympathiques au gouvernement, la possibilité d'un dérapage reste bien réelle. Malgré l'euphorie que peut créer ce genre d'événement, on ne peut pas rentrer à la maison les mains complètement vides.

M. Trudel avait bien préparé le terrain. Le piège des listes d'épicerie a pu être évité en regroupant des propositions concernant plusieurs régions sous une thématique plus générale. Malgré sa lourdeur, la procédure adoptée a également permis d'arrondir les angles ou d'évacuer carrément les questions insolubles. Pour présider les débats, on avait fait appel à un véritable spécialiste, Vincent Dumas, aguerri par une longue expérience des conseils nationaux du PQ.

En matière de prestidigitation, le premier ministre Landry avait sûrement raison de parler du sommet «le plus réussi de l'histoire du Québec». Contenter autant de gens avec si peu tient littéralement du prodige.

Mercrédì, le Rendez-vous des régions semblait vouloir s'échouer sur la question des redevances sur les ressources naturelles, auxquelles la Côte-Nord tenait mordicus. Après les discussions nocturnes d'usage, la notion de redevances était devenue relativement secondaire. Quand le ministre François Gendron a proposé la formation d'un comité pour étudier un plan d'action visant plus largement à «maximiser les retombées économiques de l'exploitation des ressources naturelles», tout le monde s'est rallié.

Pauline Marois a été portée aux nues pour avoir accepté, sur une base expérimentale, la création de fonds régionaux financés à parts égales par les fonds de retraite des travailleurs, le gouvernement du Québec et celui du Canada. On s'est extasié sur son «audace» et son «courage». Incapable de contenir son admiration, son collègue Remy Trudel a lancé: «Il n'y a pas beaucoup de pays dans le monde où le ministre des Finances accepte de s'asseoir avec des développeurs et des investisseurs.» Vraiment?

La création d'une commission parlementaire permanente des régions, qui a fait office de lapin tiré du chapeau, n'est sans doute pas une mauvaise chose, mais ce geste demeure largement symbolique. A ma connaissance, aucun projet de loi portant sur les régions n'a jamais souffert d'être examiné par une des commissions qui existent déjà.

Sur la problématique de fond, soit celle de la décentralisation des pouvoirs, le Rendez-vous a surtout permis de constater que les régions ne savent pas encore très bien ce qu'elles veulent. Quels pouvoirs, au juste, et qui devrait les exercer? Si elle peut sembler timide, la décentralisation à la carte, sur une base contractuelle, que M. Trudel a proposée, reflète bien l'état du débat.

La stratégie de communication du gouvernement a fait l'objet de nombreuses critiques ces derniers temps, mais il faut reconnaître qu'on a bien fait les choses cette semaine. Arrivant à point nommé, le virage régional de la SGF ou encore l'annonce de la baisse des tarifs régionaux d'Air Canada ont contribué à créer un climat favorable. On avait également consigné le président d'Hydro-Québec, André Caillé, et celui de la Caisse de dépôt, Henri-Paul Rousseau, dont la disponibilité renforçait l'impression que les poids lourds de l'État québécois étaient derrière les régions.

Si l'événement n'a pas défrayé la manchette des médias nationaux, les dizaines de journalistes locaux et régionaux présents à l'ExpoCité de Québec en ont assuré une très large diffusion. Ainsi relayée, la satisfaction des participants se répercutera et pénétrera les esprits au cours des prochaines semaines.

Si le Plan d'action pour un Québec meilleur que M. Landry a rendu public il y a deux semaines est tombé à plat, celui-ci a toutes les raisons d'espérer que le Rendez-vous des régions lui rapportera d'intéressants dividendes. Il suffisait d'observer l'air morose de Jean Charest et de Mario Dumont, pendant son discours de clôture, pour comprendre qu'ils faisaient le même calcul.

Il faut dire que la formule des sommets est terriblement frustrante pour les partis d'opposition. Non seulement ils sont condamnés à jouer le rôle de la plante verte, ils doivent aussi reconnaître les mérites de l'exercice, sous peine d'être accusés de mesquinerie. S'il est vrai que les programmes de l'ADQ et du PLQ contiennent tous deux des propositions substantielles en matière de développement régional, le Rendez-vous de Québec permet néanmoins au PQ de prendre une longueur d'avance.

mdavid@ledevoir.com

«Il est beaucoup plus facile de reproduire des données en physique qu'en biologie»

## Un physicien ambitieux...

PAULINE GRAVEL  
LE DEVOIR

Le plus récent scandale qui a ébranlé la communauté scientifique en octobre dernier a eu un retentissement peu commun. Un jeune physicien qui menait une fulgurante carrière couronnée de plusieurs découvertes révolutionnaires, qui le destinaient à recevoir le prix Nobel, a été reconnu coupable d'«inconduite scientifique», ou plus concrètement de fraude scientifique. Ce spécialiste des nanotechnologies, qui depuis 1998 était à l'emploi du très renommé centre de recherche Bell Labs du New Jersey, fut congédié sur-le-champ.

L'événement a eu l'effet d'un véritable séisme dont les secousses ont éclaboussé les nombreux collaborateurs qui avaient cosigné, un peu aveuglément il faut l'avouer, les nombreux articles que ce petit génie, nommé Hendrik Schön, avait rédigés dans maintes revues prestigieuses, comme *Science* et *Nature*. Le 1<sup>er</sup> novembre dernier, *Science* rétractait sept papiers parus entre 2000 et 2001 sous la griffe de Schön — alors que la revue n'en révoque habituellement qu'un ou deux par année. Et la britannique *Nature* devait emboîter le pas sous peu.

Agé de 32 ans, Schön prétendait notamment avoir mis au point des transistors de taille moléculaire constitués de composés organiques, censés remplacer le silicium et égaler la performance. «Schön avait réussi ce que tout le

monde espérait mais que l'on croyait irréalisable pour le moment», commente Patrick Desjardins, de l'École polytechnique de Montréal.

La communauté scientifique a d'abord cru à la prouesse de Schön parce que la grande règle sur laquelle repose toute recherche scientifique est l'intégrité et la confiance. Les chercheurs tiennent toujours pour acquis la bonne foi de leurs confrères et collègues.

Des chercheurs ont néanmoins flairé la duperie lorsqu'ils ont tenté en vain de reproduire les expériences de Schön. De plus, ce dernier se montrait extraordinairement prolifique, soumettant un article tous les huit jours, alors que la plupart des chercheurs n'en publient que quelques-uns annuellement. Les courbes de certains graphiques publiés dans ses articles apparaissaient trop parfaites. Elles avaient été générées par des fonctions mathématiques et ne représentaient donc pas de véritables données expérimentales. D'autres étaient réutilisées dans différentes publications censées colliger les résultats d'expériences distinctes.

## Faible défense

Schön disposait de peu d'éléments pour sa défense, affirmant avoir effacé de son ordinateur les données brutes tirées de ses expériences parce que son disque dur manquait de mémoire!

Même falsifiés et trafiqués, les résultats de Schön ont néanmoins réussi à passer à travers



J. Hendrik Schön

## É D I T O R I A L

## Un bon sommet

D'aucuns prédisaient à Bernard Landry un échec retentissant au sommet des régions. Au contraire, l'exercice a permis un dialogue aussi fructueux qu'il fut ardu. Des perspectives nouvelles s'ouvrent aux régions, qui savent maintenant le gouvernement québécois disposé à leur faire une place significative dans ses politiques et ses projets de développement. À elles de profiter de ce climat positif.



Bernard Descôteaux

Le scepticisme de départ à l'endroit de ce sommet tenait pour une large part au fait qu'on savait qu'on n'assisterait pas à la valse des millions qui a accompagné la plupart de ces rencontres socioéconomiques. Probablement est-ce cela qui a sauvé ce rendez-vous des régions, où on n'a eu d'autre choix que d'aborder le fond des choses. On a parlé de décentralisation, de partage des ressources, de soutien financier aux projets de développement.

De grandes décisions, il n'y en a pas eu à ce sommet, mais les participants en sont repartis avec la conviction qu'enfin le pouvoir allait se déplacer de la Grande Allée à Québec vers la rue Racine à Chicoutimi, pour reprendre l'image utilisée par le premier ministre Landry. Vu de Montréal ou de Québec, cela n'est peut-être pas très excitant, mais cela représente pour nos concitoyens des régions un changement majeur. Ils sont nombreux ceux qui, parmi eux, ne croient plus que Dieu le père qui réside à Québec puisse résoudre seul tous les problèmes de développement régional. Ceux-là ne demandent rien d'autre que de pouvoir contribuer davantage au développement social et économique de leurs régions.

À l'égard de la décentralisation, le sommet a ouvert une fenêtre intéressante. Une petite révolution culturelle s'est amorcée jeudi lorsque le ministre des Régions, Rémy Trudel, a repris à son compte l'idée d'une décentralisation à la carte et

proposé d'en faire l'expérience. Ce geste représente une rupture avec le jacobinisme qui inspire trop souvent nos gouvernements qui, s'ils se disent d'accord avec la décentralisation, ne se résolvent jamais à passer aux actes. Le Québec en pâtit tous les jours devant le gouvernement fédéral et les régions à l'égard du gouvernement québécois.

Pour l'instant, le gouvernement Landry a choisi de procéder sur une base expérimentale. Il n'avait pas d'autre choix devant les divergences qui sont apparues parmi les délégués régionaux lorsque le temps est venu de déterminer qui exercera les pouvoirs que Québec est prêt à leur déléguer. Les élus ou la société civile? Les municipalités régionales de comté ou les membres d'organismes régionaux réunissant les divers intervenants en matière de développement économique et social? Devant la petite chicane de famille qui se dessinait, le gouvernement Landry a compris qu'il fallait éviter que ce débat s'enlise.

La future commission de l'Assemblée nationale sur les régions qu'entend créer le premier ministre prendra le relais du sommet pour tenter de concilier les points de vue. Il est cependant un principe qu'on ne pourra ignorer: la gestion des fonds publics ne peut être la responsabilité que des élus des municipalités locales ou des municipalités régionales de comté. Ceux-ci ont à se soumettre au jugement de leurs concitoyens, ce qui n'est pas le cas des membres des conseils régionaux de développement, qui sont des organismes bénévoles. Cela ne diminuera pas le rôle de ces derniers puisque le gouvernement québécois veut doter les régions d'outils de financement pour les projets de développement économique. Il ne faut toutefois pas confondre les rôles et les responsabilités de chacun.

On a reproché au premier ministre Landry à l'ouverture de ce sommet d'être motivé par la tenue prochaine des élections puisque, d'ores et déjà, il est acquis que l'issue du prochain scrutin se décidera dans les régions. Si cela était, il ne faudrait surtout pas s'en scandaliser puisque ce sommet aura fait avancer les choses de manière positive et raisonnable. Les régions devraient être les premières à vouloir profiter de l'attention qu'on leur accorde pour s'assurer que le travail amorcé soit rapidement complété.

bdescoteaux@ledevoir.ca

## L'obligation de Hu Jintao

À une exception près, les nouveaux dirigeants que le Parti communiste a imposés aux Chinois à la faveur du XVI<sup>e</sup> Congrès sont ceux qui avaient été choisis avant le début de ce sommet. Comme prévu, Hu Jintao cumulera les fonctions de président et secrétaire général du parti; il sera secondé par Wen Jiabao, qui occupera le poste de premier ministre. Par contre, le numéro trois ne sera pas celui qu'on attendait. En lieu et place de Li Ruihuan, chef de file des réformateurs, les bonzes du parti ont choisi Wu Bangguo, qui succédera à Li Peng à la présidence de l'Assemblée. Les conservateurs sont en effet parvenus à modifier la mise en scène élaborée pour mieux asseoir la mainmise que le président sortant Jiang Zemin entend préserver, derrière les rideaux, sur les affaires du pays.

Pour la nomenclature chinoise, Li Ruihuan était l'homme à abattre. Avant que les trois coups annonçant la scène jouée cette semaine ne soient entendus, il avait signé des déclarations propres à semer l'effroi au sein d'une classe politique qui n'entend guère rigoler lorsqu'on s'en prend à ses privilèges. Li Ruihuan avait affirmé:



Serge Truffaut

«Si nous voulons faire évoluer la situation et assurer une prévention et un contrôle efficaces de la corruption, nous devons limiter et surveiller le pouvoir.» Et de deux, il avait noté, donc prévenu: «Où [...] est-il écrit que le parti devrait craindre le verdict du peuple, craindre de se réformer, craindre l'État de droit?» Bien qu'il ait été écarté, on voit mal comment la nouvelle classe dirigeante pourra faire l'économie d'une réforme en profondeur des rouages de l'État. Surtout de ceux qui sont inhérents à l'activité économique.

La Chine, il est extrêmement important de le souligner, est désormais membre de l'Organisation mondiale du commerce. Pour intégrer ce club, elle avait de son plein gré remis dans les placards de l'histoire les enseignements ou les directives marxistes de l'économie pour mieux épouser ceux du libéralisme. C'est ainsi qu'au cours des dix dernières années, le nombre de grandes sociétés d'État est tombé de 100 000 à 60 000. Parallèlement, la part du privé dans la production industrielle — et seulement industrielle — est passée de 22 % à 78 % aujourd'hui. Le hic, c'est que la culture de l'appareil administratif qui balise l'activité économique est celle qui prévalait dans les années 70. Par exemple, la politique du crédit a été conçue de manière à ce que 70 % des prêts soient canalisés dans le secteur étatique.

Sur le plan social, l'écueil qui attend Hu Jintao et ses proches est aussi imposant que celui constaté sur le front de l'économie. Contrairement à ce qui prévalait encore dans les années 80, l'accès à l'éducation et aux soins de santé est dorénavant assujéti aux revenus des individus. Pour résumer, 22 % des Chinois qui habitent les zones ou quartiers riches jouissent d'une couverture médicale pleine ou entière, contre 1 à 3 % pour les... prolétaires!

Si Hu Jintao s'abstient de réformer, la théorie du Grand Soir — qui, dans sa version maoïste, avait donné «les cent fleurs qui s'épanouissent» — pourrait bien séduire de nouveau des millions et des millions de personnes.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



GARINSTE  
2002-09-04

REPRISE DU 4 SEPTEMBRE 2002

## LETTRES

## Un plan de réussite dangereux

Le Collège de l'Outaouais est un établissement reconnu pour sa promotion de la culture et de la langue française. L'an dernier, l'administration a fait détruire la moitié de la bibliothèque pour faire place à un programme de multimédia; elle force maintenant les professeurs de français à fermer le Centre d'aide en français écrit, faute de financement.

Les élèves ne pouvaient déjà plus lire et faire leurs devoirs dans une bibliothèque convenable; ils ne pourront maintenant plus avoir de ressources pour apprendre à bien écrire en français. Le problème est grave. Ce sont quelques centaines d'étudiants qui utilisent hebdomadairement les services du centre, des étudiants qui ont de graves difficultés et qui, parfois, ne savent pas la différence entre un mot au singulier ou un mot au pluriel.

Le centre d'aide peut leur permettre de réussir leurs cours de français et de pouvoir formuler leurs idées clairement dans les cours de philosophie, d'histoire, etc. Est-ce donc cela, le plan de réussite au Collège de l'Outaouais? Empêcher les jeunes d'apprendre le français? Peut-être que les administrateurs sont jaloux, eux qui font plusieurs fautes graves de grammaire dans les lettres offi-

cielles qu'ils envoient aux professeurs. Je suis triste, triste pour les futurs élèves qui auront des difficultés en français et qui ne disposeront pas des ressources nécessaires à cause d'une administration qui pense faire augmenter la réussite en refusant de financer des ressources comme le centre d'aide.

Vincent Bourret  
Collège de l'Outaouais  
14 novembre 2002

## Attention aux Simard de ce gouvernement!

Lettre aux délégués au sommet sur les régions. Réunis en sommet cette semaine, les régions devraient exiger des garanties sérieuses du gouvernement en ce qui a trait aux pouvoirs et aux ressources qui seront décentralisés. Ce que le gouvernement donne, un ministre comme Sylvain Simard peut le reprendre n'importe quand.

Un exemple récent: les Montréalais paient leurs taxes scolaires au Conseil scolaire de l'île à l'été, mais ces taxes ne sont versées aux cinq commissions scolaires que le 3 janvier suivant. Entre-temps, elles sont investies et rapportent, bon an mal an, dix millions, somme distribuée dans les milieux défavorisés.

Ce sont des Montréalais qui, depuis la créa-

tion du Conseil scolaire de l'île, décident du mode de répartition de cette somme, après des débats vigoureux. Au cours de 25 des 27 dernières années, la décision en a satisfait certains, mais pas les autres. Depuis deux ans, le mode de répartition est adopté à l'unanimité.

Manifestement, il s'agit d'un vrai cas de décentralisation: un enjeu majeur, le pouvoir de décision et des ressources significatives.

Cela disparaîtra bientôt. Sylvain Simard a déposé un projet de loi prévoyant notamment (article 24 du projet de loi 131) que la décision sur cet enjeu sera dorénavant prise à Québec par le ministre de l'Éducation seul «après consultation des commissions scolaires de l'île»; le texte de loi précise aussi que le ministre «tient compte des analyses et recommandations du comité» (il s'agit du comité de gestion de la taxe scolaire).

Les Montréalais qui, hier, détenaient le pouvoir de décision le perdent: c'est le ministre qui décidera. Ils peuvent cependant se consoler: le ministre consent à les consulter et à recevoir leurs analyses. Réunis en sommet cette semaine, les délégués des régions devraient exiger des garanties sérieuses! Attention aux Simard de ce gouvernement!

Kenneth George  
Commissaire scolaire à la CSCDM  
et membre du Conseil scolaire  
de l'île de Montréal  
Montréal, novembre 2002

## REVUE DE PRESSE

## Au moins, Oussama, lui, parle de nous!

Antoine Robitaille

«O n aura beau dire, au moins, Oussama fait mention du Canada dans ses discours!» Don Martin a fait cet amusant commentaire jeudi en rappelant que l'an dernier, George Bush n'avait même pas nommé le Canada comme l'un des «dix alliés des États-Unis dans leur lutte contre l'axe du mal». Martin s'exclame donc: «Génial! Cette année, on a au moins réussi à se glisser dans la liste des six principaux pays de méchants infidèles!» Peut-être que cela flattera l'honneur national de certains, ajoute-t-il. Mais il faudra avertir al-Qaïda: «Nous n'en valons pas la peine.»

Pourquoi? Assez simple à démontrer, ironise Martin. Il suffit d'expédier par FedEx à Oussama et sa bande de «les coupures de journaux des 400 derniers jours» portant sur la politique étrangère canadienne. Les terroristes se rendraient alors compte que la logique gouvernementale canadienne en cette matière est sans originalité, sans courage et sans cohérence, et se contente de suivre les autres pays. Le chroniqueur affirme aussi qu'il faudrait rappeler aux gars de Ben Laden que Pat Buchanan «nous a traités de «Canuckistan» servant de sanctuaire privilégié pour les terroristes». Et que notre premier ministre n'a jamais été invité par George Bush à coucher, ne serait-ce qu'une nuit, dans son ranch. Avec des ennemis comme nous, que fera Ben Laden de ses amis?»

Dans le *Globe and Mail* d'hier, Marcus Gee se montrait infiniment plus sérieux. Il rappelait d'abord du terrorisme des Canadiens ont été victimes du terrorisme en 1985, dans l'explosion du Boeing d'Air India au large de l'Irlande. Mais on dirait que le gouvernement canadien a oublié, prétend Gee. Alors que l'Australie, après l'attentat de Bali, vient de prendre conscience de ce qu'«être une cible» signifie, le gouvernement canadien, lui, donne toujours l'impression que la guerre au terrorisme, c'est la guerre des autres». Il en veut pour preuve le fait qu'il ait mis 24 heures à répondre aux menaces directes de Ben Laden, et ce, par la voix de John Manley et non celle du premier ministre. «Aucun dirigeant canadien n'a encore

vraiment expliqué à la population pourquoi cette guerre contre le terrorisme est aussi la nôtre.» Au lieu d'une position ferme de défense de «notre civilisation», qu'avons-nous, s'interroge Gee: «Les thèses de Jean Chrétien sur «l'arrogance de l'Occident» et sur la pauvreté, qui conduiraient au terrorisme.» Gee dénonce cette position en la contrastant par la suite aux «fermes propos» des Britanniques et des Australiens.

Réagissant au discours de Ben Laden, le *Winnipeg Free Press* (WFP), dans son éditorial d'hier, demandait à Ottawa d'augmenter le budget de l'armée canadienne. La menace de

Ben Laden prouve que la guerre au terrorisme est justifiée. Or l'armée canadienne n'a pas ce qu'il faut pour mener le combat. Que ce soit les Nations unies, l'OTAN ou les États-Unis qui demandent de l'aide militaire, il faudrait que le Canada puisse y répondre, argue le WFP. «Sans un effort rapide et massif de reconstruction militaire, le Canada ne pourra répondre à ces appels de manière faible.»

Le *Globe and Mail*, en éditorial jeudi, affirmait qu'il fallait s'attendre à ce que «le Canada devienne un jour une cible des terroristes puisqu'il croit à cet ensemble de valeurs — une société ouverte, la démocratie, la tolérance religieuse et le respect de la diversité — qui sont combattues par al-Qaïda».

Explication que Rick Salutin mettait en cause dans le même journal hier. D'abord, le chroniqueur de gauche faisait remarquer qu'aucune de ces «valeurs» n'a été mentionnée par Ben Laden dans son allocution enregistrée. Il aurait cependant insisté sur «l'agression contre le monde musulman, en particulier sur les cas de la Palestine et de l'Irak». Salutin croit que le Canada et les États-Unis ne tiennent pas assez compte de ce qui renforce la perspective des musulmans qui soutiennent Ben Laden. À leurs yeux, «la politique étrangère des États-Unis est injuste et hypocrite». Or les États-Unis, depuis un certain temps, affirme Salutin, n'ont rien fait pour calmer le jeu dans les deux endroits où est forgée cette impression: «en Palestine et en Irak». Au contraire, «ils jettent de l'huile sur le feu» dans ces deux conflits et travaillent donc sans le vouloir à «renforcer la position de Ben Laden» dans les pays musulmans.

◆◆◆

Dans le ROC, les déclarations de Bernard Landry sont un peu traitées comme des blagues de Newfies. Avant d'en rapporter une, on dit: «Connais-tu la dernière?» Pour le *National Post*, «la dernière», c'est le lien que le premier ministre québécois aurait osé faire, lundi, au moment de célébrer le jour du Souvenir, entre «le sacrifice que sa province a fait lors de la Deuxième Guerre mondiale et l'agitation dérisoire du Parti québécois en vue de briser le Canada». La «lutte contre Hitler» d'un côté et celle «contre l'unité canadienne» de l'autre auraient été présentées par le premier ministre comme deux «chapitres dans la conquête de la liberté par le Québec». A en croire le *Post*, tous les souverainistes ont dû se sentir mal à l'aise devant une telle affirmation. Cela prouve, selon le *Post*, que le mouvement souverainiste, du courant dominant qu'il représentait «il y a sept ans seulement», s'est dégradé en un groupe «crispé, malicieux et extrêmement marginal». Selon le *Post*, à un an des élections, le PQ est complètement désespéré. Landry mène «un gouvernement à la dérive» qui a rendu du public la semaine dernière «un plan ne contenant aucune idée neuve». C'est au fond pour «récupérer les quelques circonscriptions» peuplées de péquistes radicaux que M. Landry fait «des déclarations comme celle de lundi». De toute façon, conclut le *Post*, si les élections québécoises vont dans le sens que «nous souhaitons, nous-mêmes comme la plupart des Québécois, la prochaine fois que M. Landry se servira du jour du Souvenir pour marquer des points d'un point de vue politique, il le fera comme citoyen — non pas comme premier ministre».

◆◆◆

Conclusion du *Toronto Star* à propos de l'affaire Jalbert, ce citoyen canadien emprisonné dans le Maine pour avoir franchi la frontière sans autorisation: «Jadis, tout ce dont les voyageurs [...] aux États-Unis pouvaient se soucier, c'était la nourriture d'Air Canada [...]. Maintenant, les Canadiens doivent retirer de leurs bagages tout objet contondant, crispier leur visage pour arborer un sourire rayonnant et, enfin, avoir à porter de main le numéro d'un bon avocat.»

## IDÉES

Témoignage

## Lettre intime aux toxicomanes

«Je sais qu'au fond de vous, refoulées, se brassent des émotions d'une intensité inouïe...»

JEAN-FRANÇOIS BERTRAND

Toxicomane en rétablissement, député et ministre du Parti québécois entre 1976 et 1985

J'arrive de loin. J'arrive de creux. En fait, j'arrive de l'enfer. Depuis une vingtaine d'années, j'ai sombré dans la toxicomanie. Successivement, j'ai développé des dépendances à l'alcool, aux médicaments et à la drogue, la cocaïne. Au cours des 12 dernières années, j'ai eu recours à sept thérapies dans cinq centres de traitement différents. Pendant toutes ces années de consommation, j'ai englouti environ deux millions de dollars. Plus grave encore, je me suis détruit sur tous les plans: physique, mental et moral. Défait. Démoli. Avec tous les mauvais comportements que cette maladie engendre: mensonge, manipulation, malhonnêteté, irresponsabilité. Avec, aussi, toutes les conséquences qu'on peut imaginer, et dont les plus importantes ne sont pas d'ordre matériel: peine des proches, perte d'estime de soi, manque de confiance, absence de crédibilité. Le vide. Le néant. L'enfer, je vous dis.

D'une rechute à l'autre, il y a eu, bien sûr, quelques bonnes périodes, ici et là. Quelques semaines, quelques mois d'abstinence. Une année complète? Jamais. Mon record? 50 semaines, du 25 juin 2000 au 13 juin 2001: un pur délice, un pur bonheur! Accompagné d'un merveilleux cadeau, celui d'aider d'autres toxicomanes à s'en sortir... jusqu'à ce que je trébuche de nouveau, et pour 13 longs mois... jusqu'au 10 juillet dernier.

Au moment d'écrire ces lignes, j'en suis à ma 105<sup>e</sup> journée d'abstinence et j'en suis très fier! D'autant plus fier que c'est la première fois que j'y arrive par moi-même, sans avoir à recourir à une autre thérapie... Sans doute parce que j'ai touché mon bas-fond et que j'ai atteint ce qui est si important pour un toxicomane: l'écrêtement de la drogue, bien sûr, mais surtout de soi.

Vous dire le bien-être que je ressens maintenant: d'abord, oui, la santé, physique et mentale; ensuite, la capacité de me responsabiliser de nouveau, de reprendre ma vie en main; puis, ce goût de vivre, cette joie de vivre, qui n'y étaient plus; enfin, les mines réjouies de ma famille et de mes amis. Tout cela, dans un climat de paix, de calme et de sérénité. Avec, comme seul projet, de donner un sens à ma vie.

J'entends la souffrance des gens qui m'entourent. Elle est là, réelle, palpable. Cette détresse, je l'ai ressentie, au plus profond de moi. Elle m'interpelle quand je la vois chez les autres...

Parce que je sais qu'au fond de vous, refoulées, se brassent des émotions d'une intensité inouïe, résultats de blessures, de douleurs et de souffrances ravalées... Parce qu'au cœur de votre cœur, de nombreuses carences affectives n'ont pas encore trouvé le chemin de l'aimer et du laisser-aimer...

Parce que la vie est difficile, parce que vous vous en sentez absent ou parce qu'elle vous apparaît trop lourde à porter dans ce qu'elle vous sollicite d'énergie...

Parce qu'il y a ce vide, ce grand trou noir qui vous habite et que vous ne remplissez que de votre tristesse, votre désarroi et votre désespoir...

En vous écrivant ces lignes, amis qui souffrez encore, je souhaite seulement vous transmettre la force de l'espoir et le don de croire. De croire en vous.

Votre histoire et la mienne, sans être pareilles, se ressemblent. Un peu plus de ceci, un peu moins de cela. Pilules, alcool, drogues, jeu, nommez-les tous, furent nos soupapes pour nous soulager de ce qui était devenu à la longue insupportable et intolérable. Nous savons bien qu'il n'y a aucune réponse vraie aux soubresauts d'une âme en mal de vivre ou d'une vie sans âme.

On dit qu'à tout malheur quelque chose est bon. C'est vrai. Je ne souhaite à personne de connaître cet enfer, mais ceux qui ont eu le privilège d'en sortir vous diront quelle merveilleuse expérience de découverte, de connaissance et d'amour d'eux-mêmes cette épreuve leur a apportée. «Qui suis-je? D'où viens-je? Où vais-je?», disait Nietzsche. Toutes questions qui sont fondamentales pour tout être humain mais dont les réponses ne viennent souvent que dans la souffrance et



ARCHIVES LE DEVOIR

«Parce qu'il y a ce vide, ce grand trou noir qui vous habite et que vous ne remplissez que de votre tristesse, votre désarroi et votre désespoir...»

la détresse. Ce fut mon cas. Ce que j'ose appeler «mon réveil spirituel». Et qui n'est rien d'autre que la recherche du sens de la vie.

«Changer le monde, c'est d'abord se changer soi-même»

Car, voyez-vous, dans ce monde matérialiste qui nous intoxique, dans cette société qui est en pleine crise de valeurs et qui se déshumanise, plus que jamais, la recherche du sens des choses s'impose. Cela, pour moi, correspond à une quête de spiritualité et à un besoin de témoignage. Avec des valeurs humaines aussi simples que le respect, l'intégrité, l'ouverture d'esprit, la compréhension, la tolérance, l'empathie, la compassion, le partage, l'entraide, la solidarité... Changer le monde, c'est d'abord se changer soi-même.

En m'adressant aujourd'hui aux gens défaits, désespérés et découragés, je souhaite allumer quelque chose en eux qui les libère de leur noirceur et comble leur vide intérieur. En leur disant qu'il faut s'accrocher et espérer même s'il faut plusieurs fois tomber et chaque fois se relever. De peine et de misère. Un jour peut arriver, je sais de quoi je parle, où notre vie retrouve enfin un sens.

Et vous qui me lisez, je sais que dans vos efforts pour vous en sortir, il y a eu, comme pour moi, ce va-et-vient constant entre succès et échecs, entre abstinence et consommation. Et que très souvent, au détour d'un moment de découragement, le suicide vous est apparu comme le grand soulagement final, la solution aux solutions qui ne venaient pas ou qui ne duraient pas... Je vous respecte et je vous comprends.

Car je crois que si vous souffrez en ce moment, si vous vous sentez terriblement seuls, si vous avez l'impression que plus rien ne compte et que vous ne comptez plus pour personne, sachez que nous sommes des milliers comme vous, près de vous, avec vous. J'ai vu s'opérer autour de moi des miracles faits de rencontres d'hommes et de femmes qui, face à face, se regardant les yeux dans les yeux, s'écoutant, se parlant, ouvrant tranquillement leur cœur et laissant l'autre y entrer, ont retrouvé, non sans difficultés, bien sûr, mais avec courage, la paix, la sérénité et un sens à leur vie.

Et surtout, ils ont retrouvé leur liberté et leur dignité. Alors, gardez espoir... L'espoir est une bonne chose, et les bonnes choses ne meurent jamais.

jfberrand@arobas.net



Denise Bombardier

## Glissez, mortels

Le rôle de période que celle à laquelle nous vivons. Les gens ont une opinion sur tout, donnent leur avis à droite et à gauche, mais en même temps, ils ont si peu de convictions profondes qu'ils peuvent en changer selon la même mode qui les fait zapper devant l'écran. A vrai dire, on applique la technique du zapping sur les plans intellectuel, psychologique et sentimental. Une opinion en chasse une autre, les émotions sont soumises au principe des chaises musicales et le sens de l'indignation s'évapore au fur et à mesure qu'il prend forme. Dans ce contexte difficile, comment faire pour qu'existe le débat d'idées et que soit assuré le minimum de sécurité émotionnelle permettant de prendre les risques nécessaires à l'instauration du progrès social?

Force est de constater l'incapacité des êtres humains à absorber et ingérer les informations quotidiennes dont on les bombarde. Le conflit israélo-palestinien, la menace irakienne, le terrorisme islamiste dont on nous parle à répétition ont depuis longtemps émoussé notre inquiétude première. Toujours la même histoire, croit-on... Normal, puis qu'on ne recherche que la nouveauté ou, pire, ce qu'on croit être nouveau, faute de connaissance du passé. Il faut dire également que le sentiment d'impuissance freine les envies de monter au créneau, de dénoncer, de s'enthousiasmer ou de s'engager. Le «y a rien là!» des années passées est remplacé par un «so what!» d'autant plus d'actualité qu'il est en anglais.

La peur de faire la morale est aussi érigée en obsession et dicte les prises de position molles, floues, démagogiques. Un couple d'immigrants potentiels décide de défier la loi, donnant ainsi tort à tous ceux qui s'y plient, malgré les contraintes, et voilà que ceux qui s'insurgent contre leur défi à la loi en s'appuyant sur les principes en cause sont apostrophés comme de brutaux antihumanistes. Des débats fondamentaux, nécessaires, salutaires, autour de sujets comme le mariage des homosexuels ou l'adoption d'enfants par ceux-ci, de même que la délinquance dans certaines communautés ethniques ou la discrimination sexuelle au profit des seules femmes, tous ces sujets échappent plus ou moins au débat public.

Il existe une moralisation qui ne dit pas son nom chez ces chantes de la tolérance exponentielle. Il existe aussi un conformisme de l'anticonformisme, véhiculé par les médias et les modes, qui est à l'origine de profonds changements de société dont on se refuse à évaluer les conséquences. Les politiciens, ces rois du surf au service des lobbys les plus organisés, votent à deux mains et souvent à l'unanimité des lois dont il aurait été fondamental qu'elles soient disséquées, disputées, discutées avant adoption.

On a parfois l'impression que la société, à la manière de nombreuses personnes, se laisse porter au gré des accommodements du moment.

On s'ajuste, disent philosophes. Mais à partir de quelle base, et pourquoi?, a-t-on envie de demander. Il me semble — mais était-ce à l'époque jurassique? — qu'on enseignait à la petite école l'importance des principes comme moteur de l'action. On apprenait aussi la nécessité d'un cadre théorique pour bien penser. Aujourd'hui, on réagit avant que de penser, on éprouve plutôt que de comprendre et on relativise avant même d'affirmer une idée. Et si ce pragmatisme-là n'était qu'une absence de courage intellectuel?

Les universités, qu'on a déjà qualifiées de lieux de haut savoir, une expression tombée en désuétude à cause de la rectitude politique, où il est inacceptable de hiérarchiser quoi que ce soit, ne jouent plus leur rôle d'empêcheurs de tourner en rond. Les universitaires, piégés par le corporatisme syndical, l'utilitarisme économique et la démagogie face aux jeunes, contribuent bien peu à ce qu'on appelle le débat d'idées.

Il est vrai aussi que les médias ont depuis longtemps remplacé ces «experts» es idées par des témoins de leur vécu lorsqu'il s'agit d'éclairer un fait social ou politique. On ne parle alors plus au nom de principes mais d'expérience de vie, ce qui nous ramène directement à la culture orale des sociétés archaïques.

Par un effet qui n'est pas sans perversion, le mot «principe» est associé à «rigidité», à «intolérance» — l'anathème par excellence — et à «réactionnaire». Désormais, le «y a que les fous qui ne changent pas d'idée» pourrait avantageusement remplacer le «Je me souviens». Avec un tel état d'esprit, l'avenir appartient aux vendeurs d'illusions, aux emballeurs de vide, aux flatteurs de tout poil et ceux qui, motivés par leurs intérêts personnels, ricangent devant les derniers défenseurs du bien public, des services publics, de ces quelques grands principes sur lesquels se sont construites des sociétés plus justes, plus humaines et plus respectueuses d'une certaine idée de l'homme.

denbombardier@earthlink.net

## Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## Pour que survivent les petites écoles

ARTHUR MARSOLAIS  
Chercheur en éducation

Le Rendez-vous national des régions est venu rappeler la hantise qui touche souvent, dans de petits villages, le risque de disparition du service public d'éducation préscolaire et d'enseignement primaire. Et c'est un fait que dans le cadre de normes et de pratiques héritées, la viabilité d'une école de moins de 60 élèves fait problème pour les commissions scolaires. Le sommet devrait servir d'impulsion à revoir et à écarter en partie ces héritages pour rendre infiniment plus assurée la continuité locale du service scolaire.

Depuis 1964, moment où les directions d'école ont été interdites de cotisation au syndicat des enseignants, nous fonctionnons comme s'il était impossible d'enseigner sans un patron non enseignant, fût-il itinérant et abonné à plusieurs petites écoles. Or la formule la plus intéressante pour une toute petite école est celle d'une école autogérée, où l'un des enseignants assume la liaison avec des services administratifs. Cela se pratique couramment ailleurs, même dans des écoles de 200 ou 300 élèves, comme l'a montré une belle étu-

de de Claude Lessard sur les écoles du canton de Genève, en Suisse.

Il faut aussi remettre en question un arrangement hérité des années 70 portant à la fois sur la taille des classes et la complémentarité entre titulaires et spécialistes. À l'époque, on a beaucoup travaillé à se donner un modèle uniforme d'organisation, pensé pour des écoles moyennes ou grandes. Parmi les compromis hérités d'alors, il y a eu le choix d'avoir des classes plutôt nombreuses, quitte à réduire graduellement le nombre d'heures passées en classe. Les heures de présence soustraites aux élèves devenaient des heures dites de spécialités, la plupart du temps allouées à l'éducation physique, aux arts ou à la langue seconde. Dans une mini-école, la principale différence devrait être la suivante: que l'enseignant responsable d'une petite classe ait le loisir, la latitude, selon son goût et son jugement, de travailler avec l'un ou l'autre intervenant extérieur.

Il n'y a pas de collectivité si culturellement pauvre où une école débrouillard ne peut pas trouver des collaborations occasionnelles en matière de musique, d'arts visuels, de sports, d'anglais. Mais il faut remettre en question la pratique, coutumière dans les grandes écoles, voulant que l'enseignant titulaire s'ab-

sente à «l'heure du spécialiste». Ainsi, on peut relancer et étoffer ce que le spécialiste a aidé à amorcer.

Bien sûr, l'enseignement coûtera plus cher par enfant avec, par exemple, deux classes de 12 élèves en plus d'une petite classe maternelle. Il faut cependant réallouer à l'enseignement d'immenses coûts de transport qu'on s'épargne et des coûts d'administration non négligeables dans la grande école typique. Ces déplacements de ressources pointent vers une différence de coût marginale et acceptable.

Le conseil d'établissement d'une très petite école primaire sera-t-il un miniparlement ou bien l'instance qui implique des collaborateurs pour faire la différence entre une école pauvre en livres, en ordinateurs, en matériel didactique, en événements festifs, et une école qui pourrait faire envie à bien des écoles de 300 et 400 élèves? Poser la question, c'est y répondre.

Les engagements passés si remarquables en matière de maintien des petites écoles font foi de la disponibilité assurée d'enseignants tout à fait disposés à sortir des sentiers battus. Il restera aussi sans doute, du côté du ministère de l'Éducation, à reformuler les programmes d'arts plastiques, de musique et d'éducation physique pour qu'ils parlent aussi à des titulaires de classe prêts à s'allier à des intervenants spécialisés.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), François Cardinal (actualité municipale), Jeanne Corriveau (vigilance), Marie-Andrée Chouinard (éducation); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précoart (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarque (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny, Eric Desrosiers, Valérie Dufour, Pauline Gravel, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (commis); LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaine Côté, Marlene Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (publicitaires), Laurence Thériault, Yanick Zaida, INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Boers, Marie-France Dalcourt; L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lefleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross; LA FONDATION DU DEVOIR: Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

## LE DEVOIR

## ÉDUCATION

## Brouillard entre les cultures

Une réflexion sur la notion de diversité

Depuis 1988, des collèges du Québec invitent leurs étudiants à participer au concours *Philosopher*. Conçu par Pierre Cohen-Bacrie et une équipe d'enseignants de philosophie dans le cadre de la Décennie du développement culturel 1988-97 de l'UNESCO, le concours reçoit une attention accrue d'année en année. Cette fois, le thème imposé était celui-ci: «Diversité culturelle et conception universelle de l'homme sont-elles conciliables?» *Le Devoir* étant associé à cette activité éducative, nous publions ce matin le texte sélectionné par un jury formé de professeurs de philosophie et dont le gagnant reçoit un prix de 1000 \$, une bourse couvrant trois années de droits de scolarité à l'Université Laval et une autre de 500 \$ offerte par la maison d'édition Chenelière-McGraw/Hill.

JEAN-BASTIEN RICARD

Étudiant au Cégep régional de Lanaudière (Joliette)

«Ce n'est pas l'homme au singulier qui vit sur Terre, aimait à dire Hannah Arendt, mais les hommes dans leur pluralité infinie. Elle éprouvait l'étrange nécessité de marteler cette évidence parce que la réduction des hommes à l'Homme est la tentation permanente de la pensée.»  
— Alain Finkielkraut

**F**aisons-nous un nom afin de ne pas être dispersés sur toute la surface de la Terre. Construisons une tour dont la cime touchera les cieux», se dirent les fils d'Adam.

Toutefois, le Seigneur n'avait aucunement l'intention de permettre le surgissement d'un tel édifice: «Maintenant, rien de ce qu'ils projettent de faire ne leur sera inaccessible! Alons, descendons et brouillons ici leur langue, qu'ils ne s'entendent plus les uns les autres!» (Genèse, 11, 4 et 6). Célèbre récit du corpus biblique, l'épisode de la tour de Babel traduit la difficulté qu'éprouve l'espèce humaine à élever sa condition au-dessus des particularismes qui la composent. Disjointes par un brouillard dont on ne connaît l'origine, les différentes cultures peuvent-elles se rallier à une vision commune de l'humanité?

Dans un texte écrit en 1953, Martin Heidegger (1889-1976) exprimait son incertitude face à un potentiel dialogue entre les cultures: «Il y a quelque temps, j'ai nommé [bien malhabilement] la langue: "la maison de l'être". Si l'homme, par la parole de sa langue, habite dans la requête que l'être lui adresse, alors nous autres Européens, nous habitons, il faut le présumer, dans une tout autre maison que l'homme d'Extrême-Orient. [...] Ainsi, un entretien de maison en maison demeure presque impossible.» Il semblerait donc que, même dans une perspective ontologique — perspective qui prend en considération l'irréductibilité de l'être —, la possibilité de chasser le brouillard entre les cultures soit très faible.

## La notion de diversité en anthropologie

«L'homme ne réalise pas sa nature dans des cultures abstraites mais dans des cultures traditionnelles» (Lévi-Strauss, 1961). C'est à Claude Lévi-Strauss (né en 1908) que nous devons les plus belles observations sur la diversité des cultures et, par ce fait même, sur l'ethnocentrisme. Dans un court texte intitulé *Race et histoire* (1962), le maître du structuralisme tente de retracer l'origine de la diversité, qui, selon lui, «pose de nombreux problèmes, car on peut se demander si elle constitue pour l'humanité un avantage ou un inconvénient». Celle-ci serait le produit de forces divergentes au sein des groupes humains, «les uns tendant au maintien et même à l'accentuation des particularismes; les autres agissant dans le sens de la convergence et de l'affinité». Par exemple, l'évolution des dialectes agit selon ces exigences: les langues se dévelop-

pent en créant des néologismes parfaitement authentiques mais aussi en empruntant certains termes aux autres groupes linguistiques. Lévi-Strauss insiste sur le fait que la différence culturelle «est moins fonction de l'isolement des groupes que des relations qui les unissent». Il y aurait donc une certaine perméabilité des cultures.

Conséquemment, on ne peut pas concevoir la diversité des cultures comme une série de moments hermétiques distribués aléatoirement à l'échelle du globe et de l'histoire. Elle est plutôt alimentée par deux nécessités: l'imitation et, surtout, la distinction. De ces nécessités, c'est la deuxième qui nous permet de faire la genèse de l'ethnocentrisme. En effet, comment un groupe peut-il justifier le désir de préserver les éléments caractéristiques de sa praxis s'il ne considère pas ceux des autres groupes comme étant scandaleux? Nous attribuons souvent cette attitude aux groupes primitifs. Pourtant, Lévi-Strauss nous rappelle que dans l'Antiquité, tout individu dont l'éthos ne correspondait pas aux paramètres de la culture grecque était considéré comme «barbare» et que, lors des premières colonisations, les missionnaires européens avaient pour objectif de convertir des «sauvages». L'ethnocentrisme repose donc sur l'idée qu'il faut se servir du brouillard comme d'un bouclier nous protégeant de l'influence extérieure.

**Le nomade est donc celui qui s'aventure dans le brouillard à ses risques et périls, qui y voyage sans but précis, sinon découvrir la richesse offerte par le multiple**

## La conception universelle de l'homme: naissance et crise du sujet

Une autre perspective s'ouvre alors aux êtres humains: revenir au projet des fils d'Adam et tenter de s'élever au-dessus du brouillard. Pour ce faire, l'humanité doit donc se doter d'une conception d'elle-même qui serait universelle. C'est Descartes (1596-1650) qui, le premier, tenta de synthétiser l'être humain en général, sans distinction précise — en tant qu'être rationnel. Avec son célèbre *cogito*, le philosophe français fait de l'humain un sujet connaissant apte à découvrir rationnellement les lois de la nature. Ce sujet connaissant n'en demeure pas moins désincarné. Par la suite, les philosophes des Lumières développèrent l'idée voulant que l'être humain soit doté d'une raison capable de partager non seulement le vrai du faux mais aussi le bien du mal. On tente ainsi de faire du sujet connaissant et désincarné de Descartes un sujet agissant et incarné. À la suite de sa *Critique de la raison pure*, Kant (1724-1804) affirme l'existence d'une raison incarnée, d'une raison dite pratique. Pour lui, le sujet est trop engagé dans la vie concrète pour avoir accès à la réalité en soi, ce qui ne l'empêche pas d'être libre sur le plan moral. Par conséquent, en plaçant la raison au commencement du processus de réflexion morale, Kant ouvre la porte à un dialogue potentiel entre l'ensemble des individus de toute origine.

Ainsi, un sujet que l'on dit incarné se doit d'être incarné dans une réalité concrète. Or comment décrire la réalité présente sans faire référence au passé? Il est évident que le développement d'une conscience de soi en tant que sujet engagé dans la réalité passe par le développement d'une conscience de soi dans l'histoire. Le sujet rationnel et moral qui agit dans l'histoire accomplit donc ce que



Illustration d'Amélie Guérin Simard. Détail tiré de l'affiche réalisée pour le concours *Philosopher*, dont le graphisme a été exécuté par Yves St-Jean, de l'atelier Folia.

l'on appelle le «progrès». La faiblesse de cette vision des choses est que si l'individu s'incarne dans l'histoire, il ne peut pas seulement agir sur celle-ci, il en subit aussi l'influence. Il n'est donc pas totalement émancipé: son universalité est déconstruite.

On assiste alors, en suivant l'analyse du philosophe contemporain Peter Sloterdijk, à la naissance de la notion d'historicisme, pour qui la raison dépend des facteurs historiques qui l'influencent. Cette vision permet l'apparition de la philosophie de l'histoire, dont Hegel (1770-1831) demeure la figure de proue. En théorisant la dialectique, le philosophe allemand opère la grande synthèse des concepts de raison et d'histoire. Le sujet hégélien n'agit pas dans l'histoire, il est agi par celle-ci. L'esprit du monde (ou Dieu) se manifeste en s'intensifiant à travers la marche de l'histoire vers l'accomplissement de la raison absolue: c'est alors la fin de l'histoire, ce moment où les individus se reconnaissent à travers une totalité qui les englobe.

## Le retour à la notion de diversité: la pensée nietzschéenne

Comment critiquer une telle conception? La pensée hégélienne a ceci de puissant — voire de monstrueux — qu'elle in-

clut même ses ennemis par l'entremise du processus dialectique. Kierkegaard (1813-1855) en avait déjà fait la critique d'un point de vue existentiel, mais c'est à Nietzsche (1844-1900) que l'on doit la plus véhémente opposition à l'historicisme dominant. À ce sujet, Sloterdijk écrit: «Le contenu de vérité de l'attaque de Nietzsche était évident: du besoin d'orientation historique naquit un hyper-historicisme qui fit tout ce qui était nécessaire pour contribuer à une désorientation complète. C'est que la dimension de vérité d'une recherche historique est contrebalancée par celle des projets pratiques de la vie.» Voilà l'objet de la *Deuxième considération intempêtive*, où Nietzsche affirme que «la sursaturation d'une époque par l'histoire sera hostile à la vie».

Cette critique de l'historicisme n'a pourtant rien d'un retour à l'idée de sujet. En affirmant la mort de Dieu, Nietzsche en appelle surtout à la mort des absolus, donc des universaux de tout acabit. Le crépuscule des absolus étant annoncé, seule la diversité demeure. L'entreprise généalogique de Nietzsche est donc l'une des premières tentatives de déconstruction ethnologique. En effet, le penseur de l'éternel retour affirme, non sans provocation, que les valeurs ne sont qu'une manifestation des forces pulsionnelles

d'un individu dans le but d'assujettir la réalité. Le modèle proposé par Nietzsche nous permet de faire l'analyse des morales, de penser la diversité par-delà le bien et le mal. Voilà la principale contribution nietzschéenne au débat: puisqu'elles font violence au réel, les valeurs n'indiquent pas la démarche à suivre pour mener l'enquête sur

la diversité, elles seraient plutôt la cause du brouillard entre les cultures, qu'elles soient d'Occident ou d'Orient. Les groupes se refermeraient sur eux-mêmes au nom de certains principes moraux, religieux et politiques n'ayant rien d'absolu et dont l'origine ne serait qu'une interprétation de la réalité s'orientant dans le sens de la vie. Relativiste, Nietzsche? Aucunement. Le docteur de la volonté de puissance n'affirme en aucun cas l'équivalence de toutes choses, il en appelle plutôt à soupeser l'importance accordée à chacune des valeurs. Voilà le jalon de la pensée nietzschéenne: infecter l'idée même d'opposition — entre bien et mal, vrai et faux, beau et laid, mondes des idées et monde concret, etc. —, qui paralyse le potentiel créateur de l'humanité, au profit d'une certaine évanescence du concept. Le même principe peut être appliqué à la question de la diversité, l'opposition entre civilisés et sauvages sclérosant la créativité. Comme l'avait déjà souligné Gilles Deleuze (1925-1995), une série d'intensités en perpétuel mouvement: telle est la lecture nietzschéenne de la diversité.

## Une voie possible: l'anti-anti-ethnocentrisme

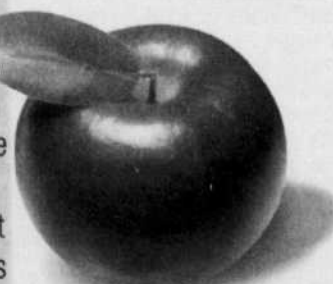
Il semble impossible de dissiper le brouillard entre les cultures. En voulant nous élever au-dessus de celui-ci, nous avons connu l'échec. Les options qui s'offrent alors à nous peuvent sembler de moins en moins nombreuses. En effet, une conception universaliste de l'être humain nous ramène au cœur de la crise du sujet et de l'historicisme: quelle attitude pouvons-nous envisager? D'un côté se présente à nous un retour au dogmatisme des valeurs traditionnelles, qui serait, par ce fait même, un retour à l'ethnocentrisme; de l'autre, l'adhésion facile à un relativisme indifférent.

Le philosophe américain Richard Rorty propose une troisième voie: l'anti-anti-ethnocentrisme. Conciliant la pensée de Nietzsche et Dewey, l'anti-anti-ethnocentrisme abandonne le critère de rationalité transculturelle des Lumières au profit d'une analyse cas par cas des limites morales. Ainsi, Rorty «exhorte à penser que les idéaux peuvent être locaux et liés à la culture tout en étant néanmoins le meilleur espoir de l'espèce». Selon lui, relativiser les choses ne consiste pas à renier la supériorité de certaines d'entre elles par rapport à d'autres. Rorty en appelle au développement d'un programme pragmatique de réévaluation constante des critères à partir desquels nous élaborons nos mécanismes de justice. Pour lui, la vie est semblable à «un tissu de croyances et de désirs qui serait constamment sur le métier, tissé et retissé en permanence».

Peut-être oserons-nous un jour adhérer à une pensée nomade du problème et affronter le brouillard? Car si la tentation uniformisante des constructeurs de Babel nous mène à une impasse, celle de l'ethnocentrisme risque de nous isoler, nous fermant à d'autres formes de créativité. Le nomade est donc celui qui s'aventure dans le brouillard à ses risques et périls, qui y voyage sans but précis, sinon découvrir la richesse offerte par le multiple. Aurons-nous l'audace d'ouvrir les sentiers inédits qui s'offrent à nous?

**Croquez**  
dans la vie  
scolaire

Demandez votre échantillon gratuit de la revue faite par et pour les décideurs scolaires et leurs équipes. Obtenez avec tout abonnement, Le Répertoire des ressources et fournisseurs de produits et services en établissements scolaires.



www.lepointadm.com Le Point en administration scolaire (514) 277-4544, poste 240